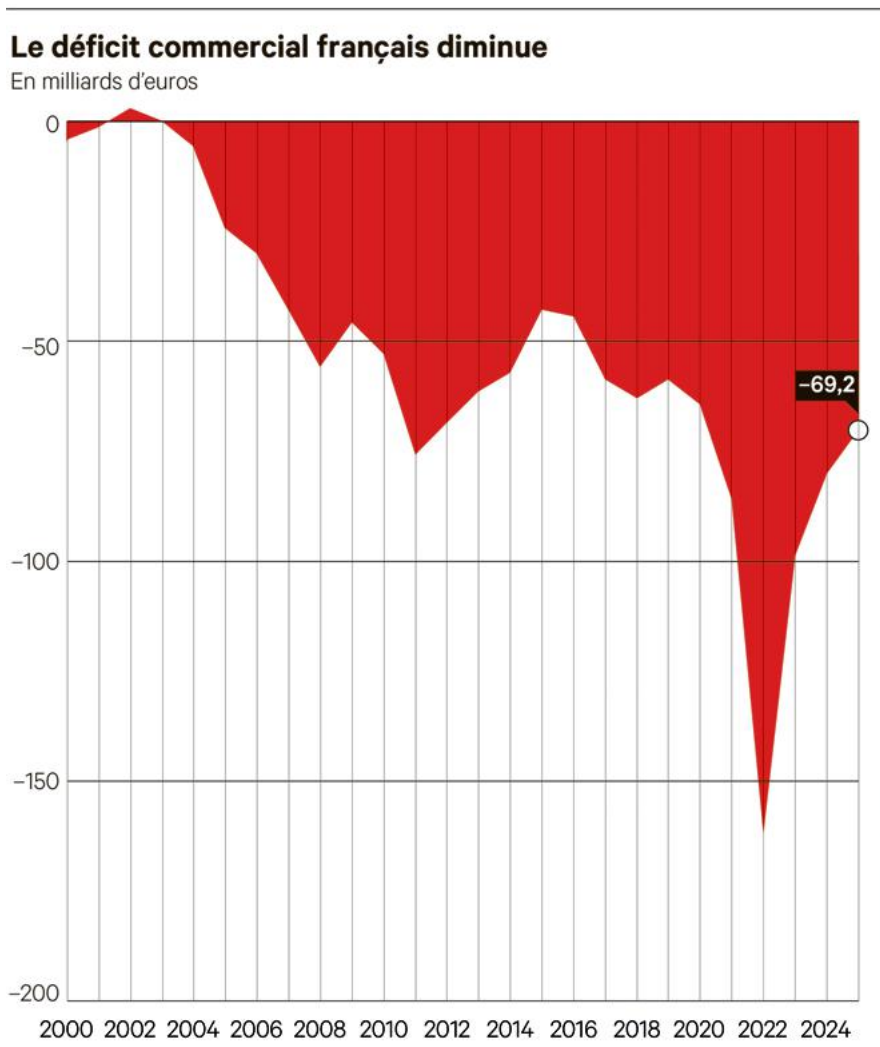
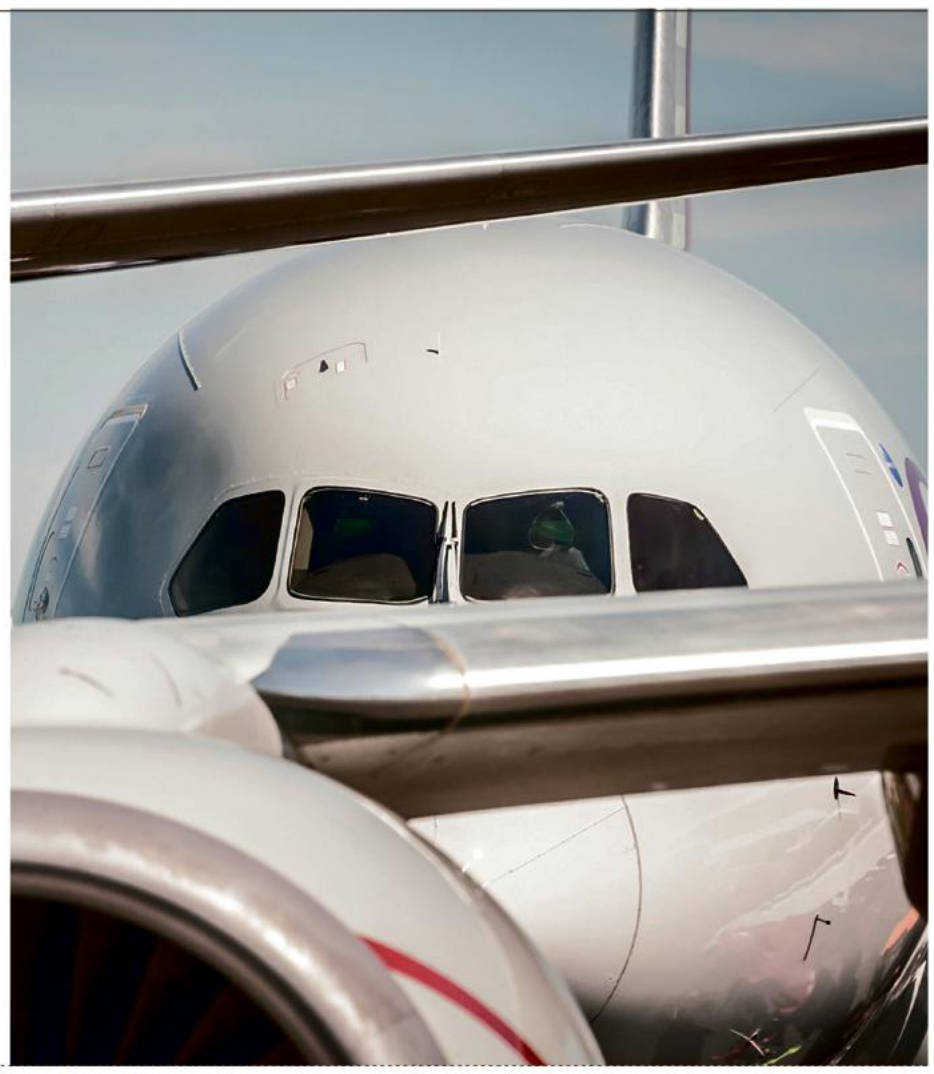
Le commerce extérieur tricolore s'améliore malgré les droits de douane américains

CONJONCTURE

Grâce à la baisse de la facture énergétique, le déficit commercial de la France s'est réduit de 10 milliards d'euros l'an dernier, selon les chiffres publiés par les douanes vendredi.

Nathalie Silbert





« LES ECHOS » / SOURCE : DSECE / PHOTO : SHUTTERSTOCK

Pour la troisième année d'affilée, le déficit commercial français a diminué, ramené à 69,2 milliards l'an dernier, soit 10 milliards de moins qu'en 2024, selon les données publiées par les douanes vendredi. Malgré trois années consécutives d'amélioration, le solde en 2025 reste 11,1 milliards en dessous de son niveau de 2019, avant la crise sanitaire, précisent-elles.

« La France démontre sa capacité à tenir le cap », a néanmoins pu se féliciter Nicolas Forissier, ministre délégué au Commerce extérieur. Alors que le déficit des échanges de biens s'était creusé au premier semestre, la seconde partie de l'année s'est révélée plus favorable.

Malgré les tensions internationales et la guerre commerciale menée par Donald Trump, les exportations ont repris de la vigueur à partir de l'été, ce qui leur a permis de finir l'année en hausse de 2,5 %, à 614,7 milliards d'euros, portées par la très forte croissance des ventes du secteur de l'aéronautique et du spatial dans le sillage de la reprise de la production. Le secteur enregistre ainsi un excédent historique de 33 milliards d'euros.

Appréciation de l'euro face au dollar

La France étant beaucoup moins exposée au marché américain que ses voisins, l'Allemagne et l'Italie en tête, le relèvement des droits de douane américains fixé depuis le 27 juillet dernier à 15 % sur les produits européens a pour l'instant eu un effet plus limité que chez ses voisins. *« Les exportations de la France vers les Etats-Unis résistent mieux que celles de ses partenaires européens en 2025 »*, soulignent les douanes. Le léger mieux observé l'an dernier tient toutefois, avant tout, à la baisse de 11 milliards de la facture énergétique liée au repli des cours du pétrole et accentuée par l'appréciation de l'euro face au dollar.

Pour le reste, le tableau est moins flatteur. La France achète toujours beaucoup plus à l'étranger qu'elle n'y vend – les importations se sont élevées à 703,6 milliards l'an dernier, en hausse de 0,7 %. *« Les performances dans l'aéronautique et le militaire masquent les difficultés dans les autres domaines »*, constate Bruno De Moura Fernandes, responsable de la recherche macroéconomique de Coface. Le déficit manufacturier qui se redressait depuis deux ans se dégrade de nouveau, de 2,4 milliards en 2025.

> « Les performances dans l'aéronautique et le militaire masquent les difficultés dans les autres domaines. »
> **BRUNO DE MOURA FERNANDES**
> Responsable de la recherche macroéconomique de Coface

Le secteur agroalimentaire et agricole a vu son excédent se réduire à un petit 200 millions d'euros, *« son plus bas historique depuis les années 2000 »*, soulignent les douanes. Les soldes des produits pharmaceutiques et du « textile, habillement, cuir et chaussure » s'améliorent en revanche.

Les surtaxes imposées par Donald Trump ont amplifié des difficultés qui existaient déjà. Si, en 2025, les ventes de produits hexagonaux outre-Atlantique se maintiennent au même niveau qu'en 2024, cette stabilité ne tient qu'au dynamisme des exportations de l'aéronautique. Sans ce secteur, les ventes de la France vers les Etats-Unis reculent de 5 % sur un an, avec une chute qui atteint même 13 % au dernier trimestre. Touchés par la remontée des barrières douanières, les produits chimiques de base voient leurs ventes s'effondrer de 60 % par rapport au dernier trimestre de 2024. La baisse atteint 42 % pour les boissons et 25 % pour les parfums et les cosmétiques.

Déficit de 50 milliards avec la Chine

L'année dernière, la France a en revanche réduit de près de 12 milliards son déficit avec l'Union européenne, son premier partenaire commercial. Ramené à 23 milliards, il se situe à son niveau le plus bas depuis 2006, selon les Douanes. L'Hexagone est aujourd'hui en meilleure position de compétitivité prix vis-à-vis des grands pays européens qu'il ne l'était en 2019, avant la crise sanitaire, a estimé Rexecode dans une note récente.

« Depuis le Covid, la France a regagné 10 % de compétitivité par rapport à l'Allemagne, et 6 % par rapport à l'ensemble de nos partenaires européens », a rappelé vendredi sur BFM Business le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau. En revanche, avec l'Asie, le déficit s'aggrave. Avec la Chine, il atteint 50 milliards d'euros. *« Les prix à l'export de la Chine baissent, mais nos importations augmentent »*, décrypte Bruno De Moura Fernandes.

Pour Emmanuel Macron, l'amélioration des performances hexagonales à l'exportation est une priorité. En janvier, le président a indiqué viser 650 milliards d'euros de ventes à l'étranger en 2027 et 700 milliards en 2030. *« Si la nouvelle norme, ce sont des exportations plus faibles vers les Etats-Unis, le sujet pour la France va être de trouver des relais de croissance. Mais cela n'a rien d'évident. L'Union européenne essaie bien de négocier des accords avec d'autres régions mais sur les biens, la Chine est déjà très présente »*, observe l'expert de Coface.

Pour l'heure, un point demeure très positif : dans les services, la France continue d'afficher un solide excédent de 55,6 milliards d'euros, en baisse toutefois de 1,1 milliard par rapport à 2024, selon les données publiées vendredi par la Banque de France. Une performance qui compense partiellement les mauvais résultats enregistrés sur les biens. ■

Financement des universités : six mois pour « faire la paix des chiffres »

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Des Assises du financement des universités débutent ce lundi, sur fond de contexte financier tendu et de débats récurrents autour des droits d'inscription.

Marie-Christine Corbier

Le budget est clos, mais pas le débat. Des Assises sur le financement des universités s'ouvrent à partir de ce lundi. Elles doivent durer six mois.

Les ministres Philippe Baptiste (Enseignement supérieur) et Amélie de Montchalin (Comptes publics) ont confié cette mission à Gilles Roussel, longtemps à la tête de la Conférence des présidents d'université, aujourd'hui France Universités, et Jérôme Fournel, inspecteur général des finances qui a dirigé le cabinet de Michel Barnier à Matignon.

Avec ces assises, Philippe Baptiste veut *« bâtir un socle d'analyse partagé et objectivé sur la réalité du financement des universités, leurs contraintes structurelles et leurs leviers d'action »*, afin de *« nourrir les décisions futures »*. Mais les débats s'ouvrent dans un contexte financier tendu, malgré la rallonge budgétaire accordée par le Premier ministre.

« La situation de mon université, c'est du Zola »

Le ministre de l'Enseignement supérieur vient ainsi d'annoncer que le compte d'affectation spéciale « pensions » (retraites) serait compensé à 75 % et *« jusqu'à 120 % »* pour les universités en difficulté. Le coût de la protection sociale complémentaire sera, lui, intégralement compensé. Les présidents d'université n'avaient cessé de réclamer à l'Etat de respecter le principe du *« décideur payeur »*, ne supportant plus de devoir assumer des charges nouvelles qu'ils n'ont pas décidées.

De son côté, la présidente de l'université de Montpellier-Paul-Valéry, Anne Fraïsse – qui vient de voter *« un sixième budget en déficit »* –, a adressé une lettre ouverte à Emmanuel Macron. *« La situation de mon université, c'est bien du Zola, monsieur le président »*, écrit-elle, en faisant référence à d'anciens propos de Philippe Baptiste.

Certains syndicats ironisent sur ces assises, estimant que la situation financière est connue de longue date. D'autres s'inquiètent, alors que la hausse des droits d'inscription s'impose de plus en plus dans le débat. Un rapport des inspections générales, non publié, avait détaillé, l'an dernier, quatre scénarios possibles d'augmentation.

« Du pognon qu'ils n'arrivent pas à dépenser »

« Il y a un ressenti de paupérisation dans les amphithéâtres et les laboratoires sur lequel nous devons travailler pour mieux le comprendre », indiquait Philippe Baptiste en décembre, tout en reconnaissant la fragilité du modèle économique des établissements. Le terme de *« ressenti »* avait fait bondir une communauté de chercheurs et d'enseignants-chercheurs à vif.

D'autres, à l'inverse, s'agacent : *« Combien de présidents d'université ont du pognon qu'ils n'arrivent pas à dépenser ? »* s'étrangle, sous couvert d'anonymat, un acteur du secteur. A Bercy, le sujet des tas d'or sur lesquels seraient assises les universités, au vu de leurs fonds de roulement, est une question récurrente.

> « En France, on a de formidables universités mais on manque de mécanismes pour du financement de recherches à long terme. »
> **PHILIPPE AGHION**
> Prix Nobel d'économie

Ces fonds servent à financer des projets sur plusieurs années, rétorquent inlassablement les établissements. Et toutes les universités ne sont pas logées à la même enseigne, certaines étant nettement moins bien dotées que d'autres.

« La compétition internationale s'intensifie »

Il faut *« faire la paix des chiffres et arrêter de se chamailler sur les montants, afin d'analyser ce qui a fonctionné ou non et proposer de nouvelles modalités de financement »*, plaide Philippe Baptiste. Tout en glissant, à l'approche de la présidentielle, que le budget des universités a *« progressé de 5 milliards d'euros en dix ans »*.

« La France ne peut pas continuer à sous-financer ses universités à l'heure où la compétition internationale s'intensifie », martèle depuis des mois le président de France Universités, Lamri Adoui. Un propos appuyé par Philippe Aghion, la semaine dernière, lors d'un colloque organisé par le média spécialisé News Tank.

« En France, on a de formidables universités mais on manque de mécanismes pour du financement de recherches à long terme, a insisté le prix Nobel d'économie. *Il y a un défi qui est le réveil de l'Europe, par rapport aux Etats-Unis et à la Chine. On ne peut pas simplement dire qu'on va s'entendre avec quelques patrons du CAC 40 et faire la politique d'innovation entre nous. Les politiques ne sont pas allés à l'université, ils ne comprennent pas qu'on ne peut pas avoir une innovation de rupture si on n'a pas un système universitaire très bien financé. »*

Philippe Aghion s'en est également pris aussi aux règles *« kafkaïennes »* des marchés publics, que ce soit *« pour acheter un taille-crayon »* ou accueillir des chercheurs étrangers. *« Quand je les invite, je dois leur prendre un hôtel miteux ! »* déplore-t-il. La simplification est un autre sujet à l'ordre du jour des assises. ■